



Kokou Tozoun, Célestine Akouvi Aidam, Jean-Michel Rouzaud

exhorted the profession to join in the installation of a training school, by stressing the importance of this action taking into consideration the requirement which weighs on the functions of the judicial officers: *"The judicial officer plays a dominating part in the legal procedures and Ohada, the purpose of which is to reinforce legal and judicial security within the space of the signatory countries, made of the judicial officer an important link in the concretization of the aims in view by the Ohada legislator"*.

It should be noted that these remarks join in all the points of the explanatory memorandum of the uniform act project presented by the UIHJ on a uniform statute of judicial officers!

In addition, the Minister of Justice announced the decision of the French-speaking Ministers for justice who met in Paris on 13th and 14th February to promote a meeting and dialogue session aiming at engaging a process for revising the uniform acts as well as a second project intended to reform the treaty of Ohada.

### A Seminar Likely To Enrich The Basis For Future Reforms Of The Uniform Acts Of Ohada

Concerning the implementation of the programme of modernisation of justice, it quickly appeared that the ENP of Paris could bring its expertise in this action. Moreover president Rouzaud was to evoke with the persons in charge for the



Jean-Michel Rouzaud, Kokoé Gaba dos Reis, Kokou Tozoun, Rose-Marie Bruno, expert UIHJ et ENP – UIHJ and ENP Expert -, Jacques Isnard

project the prospects for a possible co-operation, in particular for the training of the Togolese judicial officers.

In addition, the program of work of the conference, elaborated in the line of the new directives of the board of Ufohja, while preserving the practical aspect, was to highlight its new – very eclectic – formula consisting in associating the doctrines to the speeches of the experts. In this respect, two professors of law of the faculty of Lome showed all their talent for the best profit of the judicial officers. In addition, the Hague Convention of 15 November 1965 on the cross-border service of documents was the subject of a brilliant intervention by Rose-Marie Bruno, just like the ethical section presented by the ENP president, Mr Rouzaud.

The seminar was completed by a closing speech by the Minister for justice who congratulated the assembly for the quality of the work *"likely to enrich the basis for future reforms of the uniform acts"*...

It is necessary to retain from this event the faultless assiduity of the fellow-members and the perfectly orchestrated organisation of Kokoe Gaba dos Reis, and also our Togolese colleagues, remarkable in the quality of their welcome, by all means very different from the rigidity and the incomprehension expressed by the direction of the hotel establishment who showed to be totally unconcerned by their international customers when subjected to the vicissitudes of circumstances.

## 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Ordre national des huissiers de justice tunisiens : 50 ans au service de la justice

Le bureau de l'UIHJ a manifesté massivement son soutien aux huissiers de justice tunisiens en participant aux cérémonies de célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Ordre national des huissiers de justice tunisiens qui se sont déroulées des 19 au 22 juin 2007 à Tunis et à Hammamet, en présence du ministre de la Justice de Tunisie, Béchir Tekkari.



Inauguration des nouveaux locaux de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie  
– Opening of the new buildings of the National Order of Tunisian judicial officers



Béchir Tekkari, ministre de la Justice et des droits de l'homme de Tunisie — Minister for Justice and Human Rights of Tunisia



Mourad Skander, président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, membre du bureau de l'UIHJ - President of the National Order of Judicial Officers of Tunisia, member of the board of the UIHJ

### De nouveaux locaux pour le 50<sup>e</sup> anniversaire

La délégation de l'UIHJ était formée de son président, Jacques Isnard, son 1<sup>er</sup> vice-président, Leo Netten, son vice-président, Roger Dujardin, son trésorier adjoint, Adrian Stoïca, son secrétaire, Bernard Menut, ainsi que par André Mathieu, Mourad Skander, Roland de Meerleer et Francis Guépin, membres du bureau. L'équipe du bureau était complétée par René Duperray, Mathieu Chardon et Luisa Lozano, respectivement secrétaire général, 1<sup>er</sup> secrétaire et secrétaire de l'UIHJ.

Des délégations venues d'Algérie, de France et de Roumanie sont également venus rejoindre le rang des participants à cet événement historique. L'École nationale de procédure de Paris était également représentée par son président, Abel-Didier Pansard.

Les cérémonies ont débuté le 19 juin par l'inauguration des nouveaux locaux de l'Ordre national des huissiers de justice, dans un quartier résidentiel de Tunis. C'est à Mme Najeh Mehadheb, directrice générales des Affaires civiles du ministère de la Justice et des droits de l'homme de Tunisie, qu'il revint l'honneur de couper le traditionnel ruban. Elle était entourée de M. Raouf Ben Cheikh, inspecteur général du ministère, de M. Najib Meaaoui, procureur de la République de Tunis, de Jacques Isnard et de Mourad Skander. Les locaux spacieux et modernes ont la particularité d'inclure plusieurs salles de conférence pouvant accueillir les élèves de l'école de formation nouvellement créée.

Mourad Skander, président de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie a remercié les hautes autorités, les représentants de l'UIHJ, ainsi que les huissiers de justice des délégations internationales d'avoir honoré de leur présence l'inauguration des locaux. « Cette présence massive témoigne de l'intérêt que tous portent à la profession d'huissier de justice, en particulier les autorités nationales de mon pays. La profession évolue dans un sens très favorable, grâce notamment à la solidarité qui existe sur le plan national et international et au soutien de l'UIHJ et de son président » a-t-il déclaré. Le président de l'UIHJ a indiqué que lorsqu'une organisation constitue sa propre maison, elle démontre ainsi avoir acquis une maturité qui dépasse le simple seuil d'une profession. « C'est un véritable symbole d'appartenance à une famille » a-t-il dit. Et d'ajouter : « quand la volonté de la profession crée une dépendance au développement de sa formation, elle crée un étage de plus ». Jacques Isnard a tenu à déclarer devant les autorités présentes combien il appréciait la présence de la Tunisie, représentée par Mourad Skander, au sein du bureau de l'UIHJ. « Vous démontrez tous les jours votre énergie et votre imagination fertile.

Vous et vos confrères honorez par vos actions toute la Tunisie et la profession d'huissier de justice dans le monde. La Tunisie tient une grande place au sein de l'UIHJ » a-t-il conclu.

### Un colloque international

Cette cérémonie inaugurale a été suivie par un colloque international organisé à Hammamet le 21 juin sur le thème de : « Cinquante années au service de la justice ». Devant une salle comble, la cérémonie d'ouverture était présidée par Béchir Tekkari, ministre de la Justice et des droits de l'homme de Tunisie, entouré de Jacques Isnard, Mourad Skander, Khaled Atig, premier délégué du gouverneur de Nabeul, Abdelmajid Ben Fraj, avocat général à la Cour de cassation, Rafiaa Ben Ezedine, premier président de la cour d'appel de Nabeul, et Khaled Hwimel, procureur général de Nabeul.

Dans son discours inaugural, Mourad Skander a tenu à remercier les hautes autorités pour leur présence et leur soutien, ainsi que l'UIHJ et les confrères étrangers. « Notre manifestation touche à l'avenir et au futur de la justice de l'exécution. Nous l'avons voulue internationale avec l'UIHJ et l'ENP, pour confirmer notre ouverture aux autres » a-t-il déclaré.

En réponse, Jacques Isnard, n'a pas manqué de rappeler les liens étroits qui unissent la Tunisie et l'UIHJ, en évoquant successivement le congrès international de l'UIHJ qui s'est tenu à Tunis en mai 2003, la présence de Mourad Skander au sein du bureau de l'UIHJ depuis 2006 et la création de l'Unité de formation tunisienne, en collaboration avec l'UIHJ et l'ENP de Paris.

Puis Alain Bighelli, secrétaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, remplaçant le président Paul Rochard, empêché, a longuement évoqué l'amitié franco-tunisienne, « véritable symbole de collaboration méditerranéenne entre nos deux pays ». « La Chambre nationale française ne peut que saluer l'effort qui est le vôtre de vouloir doter votre profession d'un centre de formation professionnel » a indiqué Alain Bighelli sur le thème de la formation.

Mohamed Chérif, président de la Chambre nationale des huissiers de justice d'Algérie a, à son tour, salué les participants du séminaire et a souligné les relations d'amitié qui unissent son pays à la Tunisie, relations qui sont « la base de la réussite des relations internationales ».

George Baesu, député roumain, a évoqué les deux systèmes judiciaires tunisien et roumain et a invité ses homologues tunisiens à venir se rendre en Roumanie.



M. Béchir Tekkari, ministre de la Justice et des droits de l'homme, a souhaité le plein succès à l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie dans ses nouveaux locaux. Il a indiqué que le président Zine el-Abidine Ben Ali attache un grand soin aux professions telles que huissier de justice et notaire. M. Tekkari a déclaré que la fiabilité de l'exécution des décisions de justice reflète la santé de l'appareil judiciaire et consolide l'Etat de droit. Il s'est également dit très enclin à « renforcer les procédures de notification et d'exécution », en privilégiant la signification à personne, ce qui a suscité de nombreux applaudissements dans l'assistance. Puis le ministre de la Justice et des droits de l'homme a salué « le travail immense réalisé par l'Ordre national et son président, Mourad Skander ». Et de conclure sur les huissiers de justice de son pays : « Nous voulons élever la profession, développer ses instruments et faciliter leur travail pour une meilleure efficacité de la justice ».

### L'huissier de justice partenaire privilégié des entreprises

Suivirent les travaux scientifiques. Côté tunisien, les intervenants furent Najib Bougat, huissier de justice, Nejib Ben Gatt, trésorier du Conseil de l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, Sami Banmour, directeur du centre de formation des huissiers de justice tunisiens, Mahmoud Zarrouki, huissier de justice. Les intervenants de l'UIHJ furent Bernard Menut, Françoise Andrieux (France), expert ENP, Roger Dujardin et Mathieu Chardon.

Les travaux de synthèse furent confiés aux bons soins de Nadhir Ben Ammou, professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, lequel avait participé, on s'en souvient, au congrès international de l'UIHJ à Tunis en mai 2003. Dans une brillante intervention, emprunte de rigueur juridique et d'une grande sagesse, le professeur Ben Ammou a décliné son rapport en deux parties axées autour des pouvoirs et des moyens. Au titre des pouvoirs acquis, il a indiqué que la réalisation du droit passe par l'huissier de justice, rouage essentiel de l'appareil judiciaire. Il a présenté la mission de signification comme « une pièce maîtresse dans les fonctions de l'huissier de justice ». Concernant les pouvoirs à conquérir, M. Ben Ammou a remarqué que l'huissier de justice est concurrencé de fait par les sociétés de recouvrement. Mais la relation de l'huissier de justice avec l'entreprise en fait un partenaire privilégié, un « régu-

lateur des échanges économiques, des relations sociales et économiques, un moteur de paix sociale ». Sur les moyens, le professeur tunisien a rappelé que les huissiers de justice ont besoin d'une formation initiale. « Le savoir est un pouvoir, mais un pouvoir sans savoir est dangereux » considère-t-il à juste titre. C'est ainsi que la formation continue, suivie par les huissiers de justice mais aussi par leurs collaborateurs, doit permettre de suivre l'inflation de la réglementation propre à tous les systèmes modernes. Enfin, la profession a besoin, au travers d'une organisation professionnelle structurée, d'une autorité de contrôle et une compétence disciplinaire. Et le professeur Ben Ammou de conclure, tout en citant Portalis (« on ne légifère qu'avec une main qui tremble »), qu'il faudra sans doute revoir le statut de l'huissier de justice afin que celui-ci soit présent dans l'avenir.

Le soir, les participants se retrouvèrent autour d'un somptueux dîner offert par l'Ordre national des huissiers de justice de Tunisie, au son envoutant d'un orchestre oriental.



Bernard Menut, secrétaire du bureau de l'UIHJ – Secretary of the board of UIHJ

Alain Bighelli, secrétaire de la Chambre nationale des huissiers de justice de France – Secretary of the National Chamber of Judicial Officers of France

Nadhir Ben Ammou, professeur à la Faculté de droit de Tunis – Professor at the Law Faculty of Tunis





## 50th Birthday of the National Order of the Tunisian Judicial Officers: 50 years at the Service of Justice

The board of the UIHJ showed its full support to the Tunisian judicial officers by taking part in the celebration ceremonies of the 50th birthday of their National Order, held in Tunis and Hammamet in the presence of the Minister for Justice of Tunisia, Béchir Tekkari, from 19th to 22nd June 2007.

### New Buildings for the 50th Birthday

The delegation of the UIHJ consisted in its president, Jacques Isnard, its 1<sup>st</sup> vice-president, Leo Netten, its vice-president, Roger Dujardin, its vice-treasurer, Adrian Stoica, its secretary, Bernard Menut, and André Mathieu, Mourad Skander, Roland de Meerleer and Francis Guépin, board members. They were assisted by René Duperray, Mathieu Chardon and Luisa Lozano, respectively secretary-general, 1<sup>st</sup> secretary and secretary of the UIHJ.

Delegations from Algeria, France and Romania also joined the participants of this historical event. The National School of procedure of Paris which also attended the event was represented by its president, Abel-Didier Pansard.

The ceremonies began on 19th June by the inauguration of the new buildings of the National Order of the judicial officers, in a residential area of Tunis. Mrs. Najeh Mehadheb, director general of the Civil Affairs of the ministry for Justice and Human Rights of Tunisia, had the honor to cut the traditional ribbon. She was surrounded by Mr. Raouf Ben Sheik, general inspector of the ministry, Mr. Najib Meaaoui, public prosecutor of Tunis, Jacques Isnard and Mourad Skander. The vast and modern buildings include several conference rooms to accommodate the pupils of the recently created training school.

Mourad Skander, president of the National Order of the judicial officers of Tunisia thanked the high authorities, the representatives of the UIHJ, as well as the judicial officers of the international delegations to have honored with their presence the inauguration of the buildings. *"This massive presence shows the interest in the occupation of judicial officer, in particular from the national authorities of my country. The profession evolves in a very favorable direction, thanks in particular to the solidarity which exists both on national and international levels and to the support of the UIHJ and its president"* he declared. The president of the UIHJ indicated that when an organization has its own premises, it thus shows a maturity which exceeds the simple threshold of a profession. *"It is a true symbol of belonging to a family"* he said. And to add: *"when the will of the profession creates a dependency to the development of its training, it creates a further floor"*. Jacques Isnard made a point of declaring in front of the authorities how much he appreciated the presence of Tunisia,



*De G. à D. : Jacques Isnard, Mohamed Lejmi, premier président de la Cour de cassation, Béchir Tekkari, ministre de la Justice et des droits de l'homme, Khaled Atig, premier délégué du gouverneur de Nabeul — From L. to R. : Jacques Isnard, Mohamed Lejmi, First President of the Supreme Court, Béchir Tekkari, Minister for Justice and Human Rights, Khaled Atig, First-Deputy of the Governor of Nabeul*

represented by Mourad Skander, within the board of the UIHJ. *"Every day you show your energy and your fertile imagination. By your actions, you and your fellow-members honor Tunisia and the occupation of judicial officer in the world. Tunisia holds a great place within the UIHJ"* he concluded.

### An International Conference

This opening ceremony was followed by an international conference organized in Hammamet on the 21st of June on the topic of: *"Fifty Years at the Service of Justice"*. In front of a packed hall, the opening ceremony was chaired by Béchir Tekkari, Minister for Justice and Human rights of Tunisia, surrounded by Jacques Isnard, Mourad Skander, Khaled Atig, Deputy Governor of Nabeul, Abdelmajid Ben Fraj, General Attorney at the Supreme court, Rafiaa Ben Ezedine, first president of the Court of Appeal of Nabeul, and Khaled Hwimel, General Attorney of Nabeul.

In its inaugural speech, Mourad Skander made a point of thanking the high authorities for their presence and their support, as well as the UIHJ and the foreign fellow-members. *"Our conference deals with the future and the future of justice of enforcement. We wanted it to be international with the UIHJ and the French National School of Procedure, to confirm our opening to other"* he declared.

As an echo to his words, Jacques Isnard, did not fail to point out the close ties which link Tunisia and the UIHJ, by successively evoking the international congress of the UIHJ which was held in Tunis in May 2003, the presence of Mourad Skander within the board of the UIHJ since 2006 and the creation of the Tunisian Training Unit, in collaboration with the UIHJ and the National School of Procedure of Paris.

Then, on behalf of President Paul Rochard, President of the French National Chamber of Judicial Officers, Alain Bighelli, secretary of the Chamber, lengthily evoked the Franco-Tunisian friendship, *"true symbol of a Mediterranean collaboration between our two countries"*. *"The French National Chamber can only greet the effort which is yours to want to equip your profession with a training center"* he indicated on the topic of training.

Mohammed Chérif, president of the National Chamber of the judicial officers of Algeria has, in his turn, greeted the participants of the seminar and underlined the friendly relations which exist between his country and Tunisia, *"the base of the success of international relations"*.

George Baesu, Rumanian deputy, evoked the two Tunisian and Rumanian legal systems and invited his Tunisian counterparts to come to Romania.



Jacques Isnard, président de l'UIHJ — President of the UIHJ

Mr. Béchir Tekkari, Minister for Justice and Human rights, wished every success to the National Order of the judicial officers of Tunisia in its new buildings. He indicated that the president Zine el-Abidine Ben Ali is very concerned about the professions such as judicial officer or notary. Mr. Tekkari declared that the reliability of the enforcement of court decisions reflects the health of a legal system and consolidates the State of Law. He also said he was himself very inclined “to reinforce the procedures of notification and enforcement”, by privileging the personal service of documents, which caused many applause in the assistance. Then the Minister for Justice and Human Rights acclaimed “the immense work completed by the National Order and its president, Mourad Skander”. And to conclude on the judicial officers from his country: “We want to raise the profession, to develop its instruments and to facilitate its work for a better efficiency of justice”.

### The Judicial Officer as a Privileged Partner of Businesses

The academics works soon followed. On the Tunisian side, the speakers were Najib Bougat, judicial officer, Nejib Ben Gatt, treasurer of the Council of the National Order of the judicial officers of Tunisia, Sami Banmour, director of the Training Center of the Tunisian judicial officers, and Mahmoud Zarrouki, judicial officer. The speakers of the UIHJ were Bernard Menut, Françoise Andrieux (France), National School of Procedure expert, Roger Dujardin and Mathieu Chardon.

The final report was entrusted to the good care of Nadhir Ben Ammu, professor at the Faculty of Law and political sciences of Tunis, who had taken part, one remembers, in the international congress of the UIHJ in Tunis in May 2003. In

*Une partie du public — A part of the public*



a brilliant intervention, where legal rigor and great wisdom coexisted, Professor Ben Ammu declined his report in two parts centered around the capacities and of the means. Regarding the acquired capacities, he indicated that the realization of the law passes through the judicial officer, essential element of the legal apparatus. He presented the mission of service of documents as “a center piece in the functions of the judicial officer”. Concerning the capacities to conquer, Mr. Ben Ammu noticed that the judicial officer is actually competing with the debt collecting agencies. Yet the relation between judicial officers and enterprises are in fact privileged ones, a “regulator of the economic exchanges, of the social and economic relations, a means of social peace”. On the means, the Tunisian professor recalled that the judicial officers need initial training. “Knowledge is power, but a power without knowledge is dangerous” he considers rightly. Thus ongoing training, followed by all judicial officers but also by their collaborators, aims at following the rise in regulations, specificity to all modern systems. Lastly, through a structured professional organization, the profession needs a controlling authority as well as competence on discipline and ethics. While quoting Portalis — the main author of the 1804 French Civil Code — (“one legislates only with a shaking hand”), Professor Ben Ammu concluded that it will undoubtedly be necessary to re-examine the statute of the judicial officer for him to still exist in the future.

In the evening, the participants convened to a sumptuous dinner offered by the National Order of the judicial officers of Tunisia, to the bewitching sound of an Eastern music orchestra.



George Baesu, Député roumain — Rumanian Deputy

*Sami Banmour, directeur de l'Unité de formation des huissiers de justice de Tunisie - Director of the Training Center of the Tunisian judicial officers*

